

---

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**  
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris  
(Institut historique allemand)  
Band 9 (1981)

DOI: 10.11588/fr.1981.0.51066

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.



Lothar KETTENACKER, La politique de nazification en Alsace, dans: Saisons d'Alsace – Revue trimestrielle n° 65 et 68. 1978, 146 p. et 153 p.

On conçoit qu'une revue qui se voue depuis plus de vingt ans à l'histoire de l'Alsace et à la défense de son patrimoine culturel ait consacré deux cahiers à la politique appliquée dans cette province par les nazis, de 1940 à 1944.

Ancienne terre d'empire, l'Alsace est entrée dans la mouvance de la France au 17<sup>e</sup> siècle et a renforcé ses liens avec ce pays après la Révolution et l'Empire. Au 19<sup>e</sup> siècle, elle devint l'enjeu des rivalités franco-allemandes et fut ballotée entre ces deux puissances qui se disputaient l'hégémonie. Annexée par l'Allemagne au lendemain de la guerre franco-prussienne de 1870–71, puis libérée par les forces de l'Entente en 1918, l'Alsace fit de nouveau l'objet d'une annexion, déguisée cette fois, après la victoire des armées allemandes sur le front de l'Ouest en 1940. Mais alors que le Führer ne s'était guère soucié des Alsaciens-Lorrains avant la guerre, il résolut de les intégrer dans le Reich en procédant à leur germanisation et en s'efforçant de les convertir à l'idéologie nazie. On sait ce qu'il advint de ce projet. Après la chute du III<sup>e</sup> Reich, l'Alsace est retournée dans le giron de la France et aujourd'hui on ne conteste plus sérieusement les sentiments profrançais des Alsaciens même s'ils continuent de cultiver leur différence et restent très attachés à leurs particularismes.

La thèse de M. Kettenacker, „Nationalsozialistische Volkstumspolitik im Elsass“, soutenue en 1968 près l'Université de Francfort sur le Main est la première étude d'ensemble sur la politique de nazification de l'Alsace et on devine l'intérêt que peut présenter la diffusion d'un tel ouvrage pour des patriotes alsaciens. Dans sa préface à la version française, M. Robert Heitz, indique dans quel esprit lui-même et ses collaborateurs ont envisagé cette publication. Il s'agit autant d'une contribution à l'histoire de leur province que d'un appel à la vigilance adressé aux générations futures pour éviter le renouvellement des anciens errements.

L'auteur est un jeune historien qui n'a pas connu Hitler et qui n'éprouve aucun complexe à traiter de cette période de l'histoire en appliquant les méthodes universitaires traditionnelles et en ne dissimulant rien de ce qui a été consigné dans les archives ou rapporté par des témoins dignes de foi. Après une brève évocation de l'Alsace française de 1918 à 1940, il décrit la naissance et le développement des mouvements autonomistes, en soulignant les liaisons qu'ils avaient établies avec la République de Weimar et en marquant les affinités de certains de leurs dirigeants avec le national-socialisme. Ces sentiments anti-français et pro-nazis furent exploités par les nouvelles autorités après la défaite de 1940 mais les autonomistes alsaciens sincères perçurent très tôt l'écart gigantesque entre leurs aspirations et les mesures adoptées par les occupants, ceux-ci étant plus soucieux d'imposer leur modèle que de respecter les traditions séculaires auxquelles ils étaient attachés.

M. Kettenacker nous fournit des données précises sur le recrutement, l'audience et les modes d'action des mouvements autonomistes. Il retrace à grands traits les conflits qui les opposèrent aux pouvoirs publics français. A la veille de la guerre, les dirigeants les plus en vue avaient été arrêtés et incarcérés à Nancy, d'où le surnom de „Nancéiens“ qui leur fut donné ultérieurement. L'un d'eux, Karl Roos, avait été exécuté pour haute trahison et son martyre servit admirablement la cause des occupants allemands, dans la mesure où les autonomistes libérés des prisons françaises acceptèrent de jouer le jeu de leurs nouveaux maîtres et de cautionner leur politique. Mais ils ne tardèrent pas à se sentir floués car la politique nazie était la négation même de leur raison d'être: on leur proposait de se fondre dans le Reich allemand alors qu'ils espéraient pouvoir affirmer leur identité alsacienne sous le nouveau régime. Après avoir joué le rôle de courtiers du nazisme, ils furent tenus en suspicion et n'exercèrent qu'une influence limitée au plan de l'administration locale.

On lira également avec intérêt les développements consacrés à la place dévolue à l'Alsace-Lorraine dans les plans de Hitler. Il semble qu'à l'origine il n'ait prêté qu'une attention distraite



au *Volkestum* allemand en Alsace-Lorraine et n'ait guère encouragé les mouvements qui réclamaient le retour à la mère-patrie (*Heimatrechtbewegung*). A l'instar des Allemands du Tyrol qui furent sacrifiés à l'entente germano-italienne, les autonomistes alsaciens favorables à l'Allemagne furent invités à taire leurs revendications à une époque où Hitler cherchait à ménager la France pour avoir les mains libres à l'Est. M. Kettenacker suit les méandres de cette politique d'apaisement qui aboutit, le 6 décembre 1938, à la conclusion d'un accord entre Ribbentrop et Bonnet, sur l'intangibilité des frontières entre la France et l'Allemagne. Mais il ne s'agissait là que d'une manoeuvre de diversion, puisqu'aux yeux de Hitler le conflit avec la France était inévitable et qu'au terme de l'affrontement il envisageait une rectification du tracé des frontières à l'Ouest. Au demeurant, les modalités de l'intégration des provinces alsacienne et lorraine dans le Reich étaient débattues par des Instituts spécialisés en Allemagne bien avant le déclenchement des hostilités et il n'est pas surprenant qu'en 1940 on soit passé aux actes. Toutefois, les exigences de la collaboration avec le régime de Vichy n'autorisaient pas une annexion pure et simple, de sorte qu'il fallut procéder à l'intégration administrative, économique et idéologique des trois départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle tout en maintenant la fiction de l'occupation militaire d'un territoire juridiquement non-allemand.

M. Kettenacker évoque la dimension politico-juridique des problèmes auxquels ont été confrontés les autorités allemandes et indique dans quel sens ont été tranchés les conflits de compétence entre l'Administration centrale (Ministère de l'Intérieur et de la Justice) et l'Administration locale confiée au «Gauleiter» Robert Wagner. Aux termes d'un décret du Führer en date du 18 octobre 1940, le Gauleiter fut investi de pleins pouvoirs pour mener à bien la germanisation de l'Alsace et il n'avait de comptes à rendre qu'à Hitler et aux services de la Chancellerie. Par ailleurs, il disposait d'une grande latitude dans le choix des moyens et n'était pas entravé dans son action par des contraintes légales. Ce qui importait en définitive était d'assurer le triomphe du nazisme en Alsace et d'y effacer toute trace de l'influence française. En fait, la brutalité des méthodes employées et leur caractère arbitraire produisirent l'effet contraire comme devait le souligner le bourgmestre de Stuttgart, M. Strölin, dans un mémoire adressé le 3 juillet 1943 à Hitler pour attirer son attention sur les erreurs commises et suggérer une démarche plus souple. Ce document est reproduit en annexe et sa lecture est édifiante. Il démontre que la férule des nazis n'avait rien de commun avec les tracasseries de l'Etat jacobin français et cite une boutade qui exprimait assez bien le sentiment de l'Alsacien moyen à l'époque: «Ce qu'en vingt ans, les Français avaient été incapables de provoquer, c'est-à-dire de faire de nous des Français, les Allemands y parviendront bien s'ils continuent de la sorte».

La partie la plus importante de la thèse de M. Kettenacker est celle qui décrit la mise en oeuvre de la politique de nazification. Il brosse un portrait haut en couleurs des protagonistes (le «Gauleiter» Wagner, le «Generalreferent» Ernst et le châtelain de la Huneburg, Spieser) et de leurs comparses; il s'efforce de démêler le fil des intrigues qui ont précédé la prise du pouvoir et évoque les luttes d'influence au sein des appareils du parti et de l'Etat; enfin, il décrit avec minutie les mesures prises pour intégrer l'Alsace dans le Reich et les résistances auxquelles s'est heurtée cette entreprise.

Dans un premier temps, les Allemands surent exploiter habilement les sentiments de frustration des Alsaciens évacués qui n'avaient pas toujours été bien accueillis par les «Français de l'intérieur» et mobiliser au service de leur cause les mouvements autonomistes. Il semble également que la population locale ait été sensible à l'efficacité de la nouvelle administration qui parvint à résoudre d'une manière satisfaisante les problèmes posés par le retour des réfugiés dans un pays ruiné par la guerre. Mais ces préjugés favorables se dissipèrent rapidement. Les aberrations d'une défrancisation qui allait jusqu'à l'interdiction du port du béret et les excès d'une germanisation forcée qui faisait flèche de tout bois suscitèrent d'emblée des résistances. Les atteintes portées à l'Eglise catholique et à l'enseignement confessionnel produisirent le plus mauvais effet et ne contribuèrent pas à rehausser le niveau de l'éducation en Alsace. Enfin, les



tentatives d'embrigadement n'eurent qu'un succès limité. L'adhésion au parti et à ses organisations parallèles était souvent obtenue par des méthodes douteuses et, s'agissant des fonctionnaires, le chantage au maintien de l'emploi était un procédé courant. En outre, les Alsaciens ne manifestèrent aucun goût particulier pour le service des armes allemandes et 2100 seulement s'étaient engagés dans la »Wehrmacht« et dans les »Waffen SS« avant l'introduction du service militaire obligatoire. Même après l'octroi de la nationalité allemande, les »Volksgenosse« alsaciens étaient victimes de discriminations multiples tandis que les excès de la justice politique et les déportations des mal pensants s'inscrivaient en faux contre le postulat d'une germanité innée de la population locale.

On regrettera que l'auteur ne se soit pas davantage étendu sur les implications juridiques de la germanisation de l'Alsace. Il note que le Gauleiter Wagner avait réussi à faire prévaloir son point de vue sur celui des Administrations centrales et s'était opposé à l'extension de la législation allemande pour ne pas être gêné dans la mise en oeuvre de sa politique. Certes, on conçoit que les nazis aient voulu se soustraire à l'empire de la loi pour avoir les mains libres mais on a peine à imaginer que la germanisation de l'Alsace ait pu s'effectuer sans un support légal. Ainsi des structures administratives et judiciaires allemandes se sont substituées en 1940 aux institutions françaises préexistantes et le droit allemand a progressivement gagné du terrain. L'économie alsacienne a été intégrée dans celle du Reich, ce qui s'est traduit notamment par des ajustements dans le droit des sociétés et un alignement du régime douanier. Enfin, les réticences de la population à s'identifier au »Volkstum« allemand conduisirent à l'octroi de la nationalité allemande (ordonnance du 23 août 1942) dont le corollaire était le service militaire obligatoire et ce au mépris du Droit international découlant des conventions de La Haye. Ces mutations auraient mérité un examen plus approfondi que celui auquel s'est livré M. Kettenacker. Par ailleurs, lorsqu'il esquisse des comparaisons avec la situation du *Westgau* dont faisait partie le département de la Moselle, il procède d'une façon trop allusive pour qu'on puisse se faire une opinion fondée sur les convergences et les divergences dans l'administration des Gauleiter Bürckel et Wagner. A cet égard, les Lorrains, qui partagèrent le sort des Alsaciens pendant la guerre, resteront sur leur faim, mais ils espèrent qu'un chercheur allemand les éclairera sur leur histoire sous l'occupation d'une manière aussi probe et complète que M. Kettenacker l'a fait pour l'Alsace.

Jean KLEIN, Paris

Wilfried LOTH, *Die Teilung der Welt. Geschichte des Kalten Krieges 1941–1955*, München (DTV) 1980, 354 p. (DTV-Weltgeschichte des 20. Jahrhunderts).

Le livre de Wilfried Loth sur le »partage du monde« participe du mouvement critique qui s'est manifesté au cours des dernières décennies dans l'historiographie de la guerre froide. Après une période où triomphait l'explication traditionnelle tendant à imputer la responsabilité principale, sinon exclusive, de la rupture de l'alliance de guerre à l'hégémonisme stalinien, on a vu fleurir à partir des années 60 aux États-Unis une école »révisionniste« plus encline à dénoncer l'arrogance de la puissance américaine et son impérialisme économique que de condamner les excès de la répression stalinienne et les visées territoriales de l'URSS en Europe. Cette querelle entre les »Anciens« et les »Modernes« a fait l'objet d'un arbitrage de M. Schlesinger en faveur des premiers (cf. son article: *The Russian Revolution – Fifty years after. Origins of the cold war*, dans: *Foreign Affairs*, octobre 1967) mais n'a pas fait taire les controverses. Toutefois, on observe que les dernières études consacrées à cette période de l'histoire des relations Est-Ouest se signalent par le souci d'une investigation impartiale et d'un jugement moins tranché sur le comportement des acteurs. Il est vrai que l'ouverture progressive des archives américaines et la